

A propos des grèves

(*Western Socialist*, janvier 1948)

On distingue dans le mouvement ouvrier deux formes principales de lutte, le plus souvent connues comme le terrain politique et le terrain économique de combat. L'aspect politique se concentrait autour des élections de corps parlementaires ou d'autres corps semblables, l'aspect économique consistait en des grèves pour de meilleurs salaires et conditions de travail. Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, les socialistes partagent l'opinion que le premier de ces aspects avait une importance fondamentale et était révolutionnaire, car il instaurait le but de la conquête du pouvoir politique au moyen duquel on révolutionnerait la structure de la société, on abolirait le capitalisme et on introduirait un système socialiste. Le deuxième aspect était seulement un moyen d'obtenir des réformes, de maintenir ou d'améliorer le niveau de vie au sein de capitalisme, ce système étant ainsi reconnu comme la base de la société.

Le fait que cette distinction ne pouvait être entièrement adéquate fut vite démontré par la pratique du parlementarisme. Dans le *Manifeste communiste*, Marx avait déjà indiqué quelques mesures de réforme préparant la prochaine révolution. Plus tard, les parlementaires socialistes travaillaient et luttaient continuellement pour des réformes ; les Partis socialistes auxquels ils appartenaient établirent un programme détaillé de « revendications immédiates » ; ils purent élargir continuellement le nombre des votants, d'abord et surtout en Allemagne, et puis dans d'autres pays européens. Le but final d'une révolution socialiste fut rejeté progressivement à l'arrière-plan. Ce que cette lutte politique obtint vraiment sous le nom de la lutte pour le socialisme fut d'assurer pour la classe ouvrière une place reconnue au sein de la société capitaliste avec certains niveaux de vie et de conditions de travail, mais jamais sûrs, toujours instables, toujours contestés et dont on a toujours besoin d'assurer la défense.

Ces deux formes de lutte, avec d'un côté le syndicalisme et ses grèves et de l'autre le socialisme parlementaire, devinrent les instruments de réforme seulement – dirigés en grande partie par les mêmes personnes, puisque les chefs syndicaux siégeaient au parlement. En plus, la doctrine réformiste affirmait que par son activité, par l'accumulation de réformes au parlement et « la démocratie industrielle » aux ateliers, on transformerait graduellement le capitalisme en socialisme.

Mais le capitalisme avait ses propres méthodes, et ce que Marx avait exposé dans ses études d'économie, la concentration du capital se réalisa d'une façon encore plus forte que son auteur l'avait peut-être supposée. La croissance et le développement du capitalisme au cours du XX^e siècle ont amené un grand nombre de nouveaux phénomènes sociaux et conditions économiques. Tout socialiste qui soutient la lutte de classe sans compromis doit étudier ces changements avec soin, car c'est d'eux que dépendent les moyens d'actions que les travailleurs devront utiliser pour amener la victoire et la liberté. Beaucoup de vieilles conceptions de la révolution peuvent prendre maintenant des formes plus distinctes. Ce développement a augmenté énormément le pouvoir du capitalisme, a donné à de petits groupes de monopolistes la suprématie sur toute la bourgeoisie, et lié le pouvoir d'Etat encore plus étroitement aux affaires. Cela renforça les instincts de répression de cette classe, manifestés par l'augmentation des tendances réactionnaires et fascistes, diminuant encore plus la force du syndicalisme face au capital et le rendant moins enclin à lutter. Les chefs syndicaux devinrent encore plus les médiateurs et même les agents du capital, dont la fonction est d'imposer les conditions de travail déplaisantes dictées par le capital aux travailleurs résistants. De plus en plus, les grèves prennent la forme de grèves sauvages, éclatant contre la volonté des chefs syndicaux qui s'emparent du commandement afin d'apaiser la lutte. Tandis que sur le terrain politique, il y a une collaboration et une harmonie de classe complète – dans le cas du Parti communiste accompagnées par le semblant de phrases révolutionnaires – de telles grèves sauvages deviennent encore plus la seule vraie lutte de classe menée durement par les travailleurs contre le capital.

Après la guerre, ces tendances se sont intensifiées. La reconstruction, la réparation de la dévastation ou du manque des forces productrices signifient reconstruction capitaliste. Cette reconstruction implique l'accumulation plus rapide du capital, l'augmentation plus vigoureuse des profits, la dépression du niveau de vie des travailleurs. Le pouvoir d'Etat acquiert maintenant une importante fonction dans l'organisation des affaires. Dans l'Europe dévastée, il prend la tête ; ses fonctionnaires deviennent les directeurs d'un dirigisme économique, qui réglementent la production et la consommation. Son rôle spécial est de réprimer les travailleurs et d'étouffer tout mécontentement par des moyens physiques ou spirituels. Aux Etats-Unis, où il est soumis aux affaires, ceci est sa fonction principale. Les travailleurs ont maintenant en face d'eux le front uni du pouvoir d'Etat et de la classe capitaliste, auquel se joignent les chefs syndicaux et politiques qui aspirent à négocier avec les directeurs et les patrons et à prendre part aux décisions qui règlent les salaires et les conditions de travail. Et le mécanisme capitaliste de l'augmentation des prix a pour effet la diminution rapide du niveau de vie des travailleurs.

En Europe, en Angleterre, en Belgique, en France, aux Pays-Bas, et aux Etats-Unis aussi, des grèves sauvages éclatent, menées jusqu'ici par des petits groupes n'ayant ni clairement conscience de leur rôle social, ni des buts plus radicaux, mais faisant preuve d'une admirable solidarité. Ils défient leur gouvernement « travailliste » en Angleterre et sont hostiles au Parti communiste au pouvoir en France et en Belgique. Les travailleurs commencent à sentir que le pouvoir d'Etat est maintenant leur plus important ennemi. Leurs grèves sont dirigées contre ce pouvoir ainsi que contre les maîtres capitalistes. Les grèves deviennent un facteur politique ; et lorsque les grèves éclatent avec une intensité telle qu'elles paralysent des branches entières et ébranlent la production sociale en ses fondements, elles deviennent un facteur politique de première importance. Les grévistes n'ont peut-être pas l'intention d'être révolutionnaires, mais ils le sont – ni les grévistes ni même la plupart des socialistes ne s'en rendent compte. Et par nécessité, la conscience et la lucidité se formeront progressivement à partir de ce qui n'a été qu'intuitif, et rendront les actions plus directes et plus efficaces.

Ainsi, les rôles sont peu à peu renversés. L'action parlementaire se détériore et devient une simple querelle de politiciens, servant à tromper les gens et à replâtrer cet hideux capitalisme. En même temps, des grèves de masse des travailleurs ont tendance à devenir de plus sérieuses attaques contre le pouvoir d'Etat, cette forteresse du capitalisme, et à devenir des facteurs plus efficaces pour élever le niveau de conscience et du pouvoir social de la classe ouvrière. Bien sûr, il y a encore beaucoup à faire ; aussi longtemps que l'on verra les travailleurs se mettent en grève et reprendre le travail simplement sur l'ordre d'un chef ambitieux, ceux-ci ne seront pas prêts pour les grandes actions de leur auto-libération. Mais si l'on étudie les développements et les changements survenus au cours de la première partie de notre siècle, on ne peut manquer de reconnaître l'importance pour nos idées sur la révolution sociale de ces authentiques luttes de classe prolétariennes. Nous examinerons dans un autre travail les conséquences de ce phénomène sur le travail de propagande des socialistes.